

# Parti Révolutionnaire Communistes

99 bis Avenue du Général Leclerc – 75014 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : [communistes.hebdo@wanadoo.fr](mailto:communistes.hebdo@wanadoo.fr)

E'mail : [communistes2@wanadoo.fr](mailto:communistes2@wanadoo.fr)

20 Septembre 2018

## ***Bureau National du 3 octobre 2018.***

### ***Rapport introductif.***

Chers camarades,

Nous sommes à quelques jours de l'initiative nationale interprofessionnelle du 9 octobre à l'appel de la CGT, de FO, de la FSU et d'organisations de jeunesse. La CFDT n'y participe pas, et continue à jouer le rôle d'une organisation soumise aux souhaits du capital.

Nous reviendrons sur le syndicalisme en France, sa place et son rôle dans la situation actuelle.

L'accélération de la mise en œuvre des objectifs définis par le patronat et par le gouvernement actuel n'a qu'un objectif : développer le profit et pour cela, il faut casser tous les acquis sociaux, les repères collectifs, qui pourraient représenter un obstacle au développement du profit.

**Tous les secteurs économiques et sociaux font l'objet de transformations profondes pour livrer toute la société française au capital.**

Nous avons déjà beaucoup écrit sur le sujet mais peut-être que nous n'avons pas suffisamment encore fait connaître nos propositions.

La question fondamentale est : que faire face aux coups de plus en plus durs portés contre la classe ouvrière et le peuple ?

Les sondages nous indiquent que 70 % des Français sont mécontents de la politique actuelle, mais ce mécontentement n'évite pas l'élection de nouvelles équipes entièrement vouées à la politique du capital. Ce mécontentement était le même avec l'équipe Sarkozy, avec Hollande et aujourd'hui avec Macron, tous ont appliqué scrupuleusement les directives à chaque fois plus dure du patronat.

Le capital ne peut pas faire autrement que se développer nous le savons, la question est donc : qui s'y oppose ?

Quelle force pour le stopper ? Qui propose une réelle perspective politique consistant à l'éliminer ?

Macron s'est vanté il y a quelques jours dans une interview au Journal Du Dimanche avoir réussi sans gros problème la réforme du code du travail et celle de la SNCF. Il annonce la suite sans se soucier de sa popularité. Il déclare : « notre priorité n'est pas de durer, mais de faire »... « Nous allons poursuivre la transformation en profondeur de la société française » et confirme les « réformes » du système de santé, de l'assurance-chômage, de la retraite, de la fonction publique, des secteurs énergétiques... Les multiples démissions de ministres ces derniers jours démontrent les difficultés que rencontre le gouvernement pour appliquer cette politique.

Ces « réformes » déjà bien entamées par les gouvernements précédents touchent à la solidarité nationale, développent l'idée que l'individu est responsable de sa propre situation.

On l'a vu avec l'interpellation de jeunes chômeurs qu'il accuse de ne rien faire pour trouver du travail alors qu'il suffit de traverser la rue pour en avoir.

C'est la même idéologie qui est employée sur tous les sujets. La France serait en difficulté parce que le code du travail est trop protecteur, les cheminots sont des privilégiés qui ont un emploi à vie comme les fonctionnaires, les Français se soignent trop, ils ne travaillent pas assez, le « coût du travail » est trop élevé, les retraités gagnent plus que les actifs, les chômeurs des assistés, bref la bataille idéologique intense que mène le gouvernement par médias interposés consiste à faire croire que tout ira mieux demain quand les « réformes » seront mises en œuvre.

Quand Macron parle du système de santé, il s'agit de soumettre l'ensemble de la protection sociale à la loi du profit. Supprimer les cotisations sociales prélevées sur le travail pour financer la protection sociale et les remplacer par l'impôt, est une revendication historique du patronat. Rappelons-nous l'histoire de la Sécurité Sociale, financée à part égale par les salariés et les entreprises autrement dit par le travail, gérée par les assurés

sociaux et leurs organisations, aujourd'hui financée par le budget de l'État dont les gouvernements successifs dénoncent tous le coût et s'acharnent à le diminuer car trop lourd dans la dépense publique.

La Sécurité Sociale c'est l'assurance-maladie, la retraite, les hôpitaux, la santé, c'est beaucoup de moyens qui échappent encore au profit capitaliste. La privatisation de la santé s'accélère dans tous les secteurs, les hôpitaux publics sont « restructurés », des services entiers fermés ou regroupés, des milliers d'emplois supprimés, ainsi que 20 000 lits. Des opérations chirurgicales sont retardées, les séjours raccourcis, aggravant la qualité des soins et générant des accidents multiples. Les cliniques privées fleurissent partout et proposent une médecine de riches à coups de dépassements d'honoraires dont la prise en charge coûte très cher aux malades.

**La Sécurité Sociale doit être gérée par celles et ceux qui la font fonctionner**, son financement doit être issu du travail comme à l'origine, les travailleurs doivent maîtriser l'ensemble de son fonctionnement et de ses secteurs d'activité, de l'industrie pharmaceutique jusqu'à la médecine, la santé est un enjeu national et ne peut supporter que le profit soit l'objectif. Tout ce qui touche à la formation du profit capitaliste doit être supprimé, car il entraîne une aggravation conséquente des conditions dans lesquelles les malades sont soignés. 13600 réclamations ont été formulées sur les risques médicamenteux depuis le début de l'année (Les Echos), c'est aussi le scandale de la « pénurie » de médicaments pour soigner les cancers de la vessie entraînant l'ablation de l'organe.

**La production de biens matériels doit être consacrée à la satisfaction des besoins sociaux, c'est pourquoi l'industrie, le commerce, le logement, les infrastructures, les transports, l'énergie, les banques doivent être propriétés de la Nation**, débarrassée de toute maîtrise capitaliste, on ne peut développer l'emploi que dans ces conditions.

**Les salaires et pensions, les allocations sociales doivent fortement évoluer pour permettre une vie décente résoudre les nombreuses difficultés. Notre parti propose un SMIC à 2200 € mensuels et une pension de retraite calculée sur 75 % du salaire brut du dernier trimestre travaillé accessible des 60 ans et 55 ans pour les femmes.**

Non il ne s'agit pas de « raser gratis » comme le disent nos adversaires, mais de restituer aux travailleurs le produit des richesses qu'ils ont créés.

**Les secteurs de l'enseignement, la formation, la recherche doivent être concentrés sur le développement humain, débarrassés de la maîtrise capitaliste.**

**L'armée, la Défense nationale doit être au service du peuple, consacrée à sa défense et non pas à sa répression.** En premier lieu rapatrier les forces en opérations extérieures dont le but est d'imposer aux peuples la loi du capital.

Donner notre avis, nos propositions sur tous les sujets, les enjeux nationaux, démontrer qu'une autre politique est possible, notre congrès, sa préparation doit nous permettre d'en débattre avec nos adhérents et sympathisants.

Il est très important que nous fassions ce travail d'explication en allant à l'essentiel, ne pas se perdre dans des détails qui ne font pas avancer les idées. Les travailleurs ont besoin d'explications, je le disais précédemment, le mécontentement est profond mais comment s'exprime-t-il ? Si c'est pour reconduire tous les cinq ans une nouvelle équipe pour satisfaire les exigences du capital, il est stérile, sans effet sur la politique.

**Ne comptons pas sur les partis politiques actuels :**

La droite dont on ne reconnaît plus l'extrême veut pousser encore plus loin l'exploitation, élection après élection elle propose une politique de plus en plus dure vis-à-vis du peuple, pauvreté, précarité, flexibilité s'aggravent à chaque échéance électorale et ils veulent aller plus loin.

Du côté des partis dits « de gauche », le PS a disparu du paysage politique, la France Insoumise veut tout changer pour que rien ne change, le Parti Communiste Français veut reconstruire une « union de toutes les gauches », bref rien de révolutionnaire, tout est consacré à l'aménagement de la société actuelle sans s'attaquer à la cause des difficultés et éviter soigneusement la responsabilité du capital, d'ailleurs ils n'en parlent jamais.

L'obsession de tous les partis est de récupérer le mécontentement en faisant semblant d'être en désaccord avec la politique actuelle et en faisant des propositions qui sont soit plus dures ou qui consistent à ne rien changer.

Ils sont tous aujourd'hui à construire des équipes en vue des prochaines échéances électorales européennes et déjà les municipales. La « démocratie capitaliste » a du bon pour ces partis.

Du côté des centrales syndicales, c'est le « dialogue social » qui prédomine. Dans un courrier adressé au président du Medef, l'ensemble des confédérations se déclarent « **très attachées au dialogue social et à la négociation collective interprofessionnelle entre les interlocuteurs sociaux, facteur de progrès social au bénéfice tant des salariés que des entreprises** ». Ainsi les organisations syndicales devenues « partenaires sociaux » sont aujourd'hui des « interlocuteurs sociaux », ainsi l'antagonisme de classe aurait disparu, les intérêts des entreprises et ceux des salariés seraient communs, partagés... D'ailleurs toutes les organisations syndicales

ont décidé de participer à la parodie de « négociation » sur l'assurance chômage consistant à faire des « économies » de 3 à 4 milliards sur les allocations !! Les chômeurs apprécieront.

Il ne faut donc pas s'étonner quand Macron jubile sur la réussite de ses « réformes » passées et la poursuite accélérée de celles à venir.

**L'initiative du 9 octobre** doit être l'occasion pour ce qui nous concerne de déployer toutes nos forces pour en assurer le succès mais aussi marteler l'idée qu'il faut amplifier les luttes, les coordonner, les pérenniser car il en faut beaucoup plus pour stopper le capital. Le niveau des luttes ne faiblit pas, mais elles sont isolées les unes des autres et malgré tout elles obtiennent des succès. Dernièrement les travailleurs de Général Electric à Belfort se sont mis massivement en grève pour l'emploi, qui en a parlé ? Les luttes font l'objet d'un black-out total, les patrons en ont une peur bleue car c'est le profit qui est menacé.

Nos assemblées de rentrée, nos rencontres dans les départements doivent permettre d'avancer sur la question de la lutte politique, sur la perspective que nous proposons car nous savons bien que les luttes sociales avec tous les obstacles que je viens de définir ne suffiront pas à construire une autre société débarrassée du capital. Il faut la lutte politique, le pouvoir du peuple pour le peuple.

Il serait plus facile comme l'ont fait d'autres partis, de se couler dans le moule de la société actuelle, ce n'est pas le choix que nous avons fait parce que nous sommes révolutionnaires et nous voulons construire une société moderne débarrassée de la loi du profit.

Développer un parti révolutionnaire comme le nôtre est la seule voie possible pour que la politique change vraiment, faire partager nos idées c'est faire un pas vers une société au service du peuple.

### **Un parti révolutionnaire fort et influent est indispensable partout.**

Depuis la chute de l'URSS dont nous parlons régulièrement, nous constatons chaque jour les dégâts que cette disparition a occasionné. L'état du monde n'a jamais été aussi préoccupant, les puissances capitalistes s'affrontent pour défendre et développer leurs intérêts capitalistes.

L'austérité imposée aux peuples des pays dits « industrialisés », les conflits armés, les guerres utilisées pour exploiter les terres et les peuples les plus pauvres se sont généralisés car le capital a besoin de se développer plus vite et plus fort. Il doit donc dominer à n'importe quel prix.

Rappelons que les gouvernements en place ne sont que des exécutants. Les véritables chefs d'états ce sont les propriétaires des moyens de production et d'échange.

30 ans après la chute de l'URSS, la course au profit c'est étendue sur toute la planète, ce que les économistes appellent les « crises » ne sont que le reflet d'un nouveau partage du monde.

La suraccumulation du capital entraîne toujours la recherche de profits nouveaux par le pillages de richesses, par l'exploitation toujours plus dure du travail.

Cette course effrénée au profit génère des tensions entre grandes puissances pour dominer. Les rapports de force se modifient, des alliances se font et se défont au gré des intérêts des multinationales mondiales.

Les menaces se font de plus en plus violente (USA–Chine. USA–Iran. Europe–Afrique. Russie–Europe–USA.)

En Europe, le capital s'est développé à grande vitesse. Il s'est structuré, organisé comme sur la planète entière, il est en crise permanente, la violence de l'austérité, les conséquences des interventions militaires, les guerres pour le profit ont entraîné une vague migratoire de réfugiés utilisés comme prétexte à un durcissement supplémentaire de la politique exercée par les gouvernements des pays européens.

L'extrême droite se renforce dans tous les pays, des gouvernements sont mis en place pour appliquer une politique totalement au service des objectifs du capitalisme. Ce que nous disions du Front National (3ème fer au feu du capital) se réalise dans de nombreux pays européens, en France la droite et l'extrême droite parlent le même langage, font les mêmes propositions.

La situation internationale influe directement sur les politiques nationales. La course au profit n'a pas de frontières. Marx disait en 1848 : « poussée par le besoin de débouchés nouveaux, la bourgeoisie mondiale envahit le monde entier, il lui faut s'implanter partout, exploiter partout ». C'est l'organisation du monde pour la course au profit.

La suraccumulation du capital prend des aspects de plus en plus dangereux la monnaie n'est plus seulement le résultat d'une vente matérielle, d'une production. La spéculation est devenue un marché, l'argent une marchandise. Les dettes publiques et privées cumulées atteignent 169 000 milliards de dollars, c'est 225 % du produit intérieur brut mondial.

On voit bien qui domine le monde, les multinationales mondiales imposent leur loi, celle du profit.

Nous aurons à poursuivre notre analyse sur ces questions mais aussi et surtout en débattre comme tous les sujets dans nos réunions avec nos adhérents et tous ceux que nous rencontrons.

Nous avons beaucoup à expliquer, argumenter sur la politique internationale car cela semble loin des préoccupations des travailleurs alors qu'elle a des conséquences directes sur la politique nationale.

**La campagne de l'élection européenne** doit nous permettre la encore d'éclaircir sur les enjeux internationaux, de bien montrer les causes, la responsabilité unique du développement du capitalisme mondial, du fonctionnement de l'impérialisme aujourd'hui, la concurrence inter impérialiste, les affrontements internes et ses conséquences.

Notre prochain congrès reviendra bien sûr sur ces questions d'autant plus que les élections européennes ne vont rien apporter de neuf dans le débat politique que les partis résumant à une seule question : être dans ou hors de l'Europe. Ce débat vise bien sûr à éviter la question fondamentale sur l'existence et la domination du capital sur les peuples d'Europe puisque tous les gouvernements ont été installés pour le servir, les partis politiques également.

Nous allons donc prendre toute notre place dans ce débat, donner et faire comprendre nos propositions, entre ceux qui veulent plus d'Europe (développer le capital), une Europe sociale (aménager le capital), sortir de l'Europe (extrême droite), il y a de la place pour nos explications, notre mot d'ordre, contre l'Europe capitaliste. Faisons-les encore mieux connaître.

Plus vite nous aurons désigné nos candidats plus vite nous serons à l'œuvre pour engager ce débat.

Je le disais, notre congrès va beaucoup nous aider pour déployer nos idées et propositions, nous allons examiner l'état de préparation du congrès, faire le point sur la désignation de nos délégués, le temps passe vite, il reste un peu plus d'un mois et demi pour assurer la réussite de notre congrès. Il n'y a pas de temps à perdre.

Nous ferons le point également sur les avancées depuis notre dernier congrès, les évolutions à venir, examiner les possibilités de renforcement des équipes, les finances du parti, l'éducation politique, la propagande etc....

De grands chantiers et beaucoup de travail, mais nous pouvons en mesurer les effets.